LE MAJEUR INAPTE

La capacité juridique est l'aptitude d'une personne à jouir et à exercer ses droits civils. La personne est sujet de droit parce qu’elle a la capacité de jouir des droits. Le principe est donc que toute personne dispose de la capacité juridique.

L’incapacité juridique, quelle qu’elle soit et quelle qu’en soit l’ampleur, constitue une sorte de diminution ou de réduction de la personnalité juridique et il en découle donc que certaines personnes seront limitées dans l’exercice de leurs droits.

Ainsi, certaines personnes peuvent être privées de la capacité à exercer des droits. Les personnes frappées d'incapacité sont notamment les mineurs et les majeurs incapables. Toutefois, l’incapacité du majeur ne peut être établie autrement que par la loi.

# Section 1 : La capacité juridique et la protection du majeur inapte

Toute personne possède la capacité juridique. La capacité constitue la règle et l’incapacité, l’exception.

L’âge de la majorité est fixé à 18 ans. Ainsi, la personne, jusqu’alors mineure, devient capable d’exercer pleinement tous ses droits civils.

Certains majeurs, inaptes à exercer leurs droits ou à prendre soin d’eux, ont besoin de protection. C’est ainsi que la tutelle a été mise en place afin de leur venir en aide.

## La capacité juridique

Copier/Coller des notes du mineur, mais quant au majeur inapte.

Le majeur est présumé apte à exercer ses droits civils et la restriction quant à son exercice est l’exception. Pour le mineur est le contraire, il est présumé inapte sauf dans certains cas prévus par le Loi.

## La protection du majeur inapte

Deux principes doivent guider l’analyse des différents droits fondamentaux :

1. Aucun droit n’est absolu : il est possible d’apporter dans un cadre précis et dans certaines circonstances des restrictions au droit
2. Il n’y a pas de hiérarchie entre les droits fondamentaux. Dans le cas où 2 droits entre en conflit, un exercice de conciliation devra être fait. Exemple : cas de diffamation (droit à la liberté d’expression et le droit à la réputation)

Arts. 1-6, 24, 38 et 48 de la Charte québécoise

* Art. 1 Charte et Art. 3 C.c.Q. : Droit à la vie (une personne peut demander à mourir, une personne peut renoncer à des soins même si cela va entrainer sa mort)
* Art. 7 Charte : Le droit à la sûreté (sécurité de la personne)
* Art. 1 Charte et Art. 10, al.1 C.c.Q. : Le droit à l’intégrité et à l’inviolabilité

Art. 10, al.2 C.c.Q. : Sauf dans les cas prévus par la loi, nul ne peut lui porter atteinte sans son consentement libre et éclairé.

Dans le cas où la loi ne le permet pas expressément ou qu’une personne n’a pas donné son consentement, l’atteinte pourra donnée lieu à une réparation.

Arrêt St-Ferdinand CSC définit la notion d’intégrité : doit être interprétée largement. Vise tant l’intégrité physique, moral et social. La CSC impose cependant un seuil assez important à rencontrer : doit démontrer que l’atteinte va faire demeurer des séquelles relativement graves et permanentes.

* Art. 1 Charte : Le droit à la liberté de la personne

Lors d’un cas de privation de son droit on regard l’art. 24 Charte. Le droit à la liberté ne se limite pas à la privation, il inclus l’autonomie décisionnelle à chaque individu selon la CSC. La CSC a établi que le droit de choisir où une personne allait habiter entrait dans ce cadre.

Choisir son lieu de résidence (Godbout c. Longueuil (Ville)) : la ville de Longueuil avait adopté une résolution obligeant les nouveaux employés d’habiter dans la sphère délimitée par ville. La CSC affirme que la liberté inclut l’autonomie décisionnelle

Cela inclue le droit pour une femme de décider de mettre fin à une grossesse ou de l’interrompre.

Le C.c.Q. ne reconnait pas précisément le droit à l’autonomie décisionnelle, mais la volonté de respecter l’autonomie d’une personne reste un principe directeur en matière de capacité et de protection du majeur inapte.

L’art. 257 C.c.Q. :

Toute décision relative à l’ouverture d’un régime de protection ou qui concerne le majeur protégé doit être prise dans son intérêt, le respect de ses droits et la sauvegarde de son autonomie.

Le majeur doit, dans la mesure du possible et sans délai, en être informé.

* Art. 4 Charte : Le droit à la dignité (respect qu’une personne a droit envers elle-même en tant que sujet du droit)

Le Québec est la seule province à reconnaitre un droit spécifique à la dignité. Dans la Charte canadienne, le droit à la dignité va être interprété comme une valeur interprétative aux droits, mais au Québec on va plus loin.

Ce droit a été reconnu par la CSC dans l’affaire St-Ferdinand : bénéficiaires qui n’avaient pas bénéficié des soins dont requérait leur condition avait subi une atteinte à la dignité et qu’il avait droit à une réparation. Cela bien qu’ils n’avaient pas été conscient de l’atteinte à leur dignité.

* Art. 4 Charte : Droit à l’honneur (perception qu’une personne a d’elle-même)

Droit évalué de manière subjective.

* Art. 4 Charte et Arts. 3 et 35 C.c.Q. : Droit à la réputation (regard que les tiers porterons sur nous et cela aura une incidence sur notre estime personnelle)

Inclus une perte d’estime ou une perte de la considération des tiers à l’égard d’une personne.

* Art. 5 Charte et At. 3 C.c.Q. : Droit à la vie privée

L’expectative de vie privée va varier en fonction des circonstances et du lieu même si elle nous suit partout. Le droit à la vie privée possède plusieurs composantes :

1. Le droit à l’image (Aubry c. Éditions Vice-Versa inc.)

Pour qu’il est atteinte 2 critères doivent être rencontrés : (1) L’image doit avoir été rendue public sans le consentement de la personne visée (2) L’image doit permettre d’identifier la personne visée.

* Arts. 3 et 55 C.c.Q. : Le droit au nom

Le nom est un élément de la personnalité et une composante de l’état civil.

* Art. 6 Charte : Le droit à la jouissance paisible et à la libre disposition des biens

Sauf dans la limite prévue par la Loi : c’est une disposition limitative alors on doit faire attention à certaines limites que la Loi pourrait imposer à libre disposition de ses biens.

Dans ces cas, les limites au droit ne seront pas considérées comme des violations à la jouissance ou à la disposition.

Dans le cas d’un majeur inapte, cette disposition est importante puisque s’il y a l’ouverture d’une tutelle aux biens, nécessairement, la personne à la capacité d’administrer elle-même ses biens.

**Quiz**

Pour quelle(s) raison(s) établirait-on une tutelle à l’égard d’une personne majeure?

1. Si l’intérêt de la personne majeure le dicte
2. Pour assurer la protection de la personne majeure
3. Son besoin de faire administrer son patrimoine
4. Pour l’exercice de ses droits civils
5. Toutes ces réponses
6. Aucune de ces réponses

e), l’art. 256 C.c.Q. prévoit les circonstances pour lesquelles une tutelle peut être mise en place pour protéger un majeur. Il faut rappeler que la règle qui prévaut est la capacité; l’incapacité étant l’exception.

# Section 2 : La tutelle

Dans un contexte où le législateur considère l’incapacité du majeur comme l’exception, il propose la tutelle comme régime de protection avec modulation en fonctions des capacités du majeur. Ainsi, la tutelle au majeur est établie dans les cas où un majeur est inapte à prendre soin de lui-même ou à administrer ses biens.

## Les critères d’ouverture de la tutelle

En tout temps, le majeur est présumé apte à exercer ses droits et l’exception est toute forme de limitations. Il s’agit d’une atteinte tellement grave qu’elle devra nécessairement être autorisée par le tribunal : tutelle au majeur, ouverture d’un mandat de protection ou le mécanisme de la représentation temporaire.

Un des principes devant guider le tribunal est la sauvegarde de l’autonomie de la personne inapte donc cela signifie que le tribunal n’est pas lié par la demande qui lui est présentée.

* Exemple : la personne demande l’homologation d’un mandat de protection, si le tribunal estime que pour le majeur la meilleure décision serait la représentation temporaire, il pourra choisir d’imposer une mesure qui sera différente que celle demandée.

Dans quelles circonstances il sera nécessaire de demander au tribunal d’ouvrir une tutelle ?

(Art. 256 C.c.Q.) :

Les régimes de protection du majeur sont établis dans son intérêt; ils sont destinés à assurer la protection de sa personne, l’administration de son patrimoine et, en général, l’exercice de ses droits civils.

Les critères devant guider le tribunal dans sa décision d’ouvrir ou non une tutelle se trouvent à l’art. 257 C.c.Q. : doit être prise dans son intérêt, le respect de ses droits et la sauvegarde de son autonomie.

Qu’est-ce qu’on doit prouver pour ouvrir une tutelle ? (Art. 258 C.c.Q.)

1. L’inaptitude de la personne majeure
2. Dans son intérêt, il a besoin d’être représenté dans l’exercice de certains droits civils

Le juge lors du prononcé de l’ordonnance devra maximiser les droits que le majeur pourra exercer seul et minimiser ceux qu’il devra faire représenter. L’Art. 268, al.2 C.c.Q. prévoit qu’un tuteur peut être nommé à la personne et aux biens ou soit à la personne ou aux biens.

## Les modalités d’ouverture de la tutelle

L’ouverture est subordonnée à la production de rapports médicaux et psychosociaux quant à l’inaptitude du majeur. On cherche à établir si le majeur est en mesure de prendre soin de lui-même et d’administrer son patrimoine et s’il a besoin d’être représenté dans l’exercice de ses droits civils.

L’inaptitude même si elle est constatée médicalement ou au moyen d’une évaluation psychosociale ce n’est pas suffisant, elle devra établir qu’il a un besoin, soit la nécessité d’ouvrir un régime de protection. C’est un critère de nécessité.

Lorsqu’une tutelle est ouverte, on doit fournir les coordonnées de la famille, des parents, alliés et amies en vue du principe de la subsidiarité.

L’art. 270, al.2 C.c.Q. prévoit que : Le rapport est constitué, entre autres, de l’évaluation médicale et psychosociale de celui qui a examiné le majeur; il porte sur la nature et le degré d’inaptitude du majeur, l’étendue de ses besoins et les autres circonstances de sa condition, ainsi que sur l’opportunité d’ouvrir à son égard un régime de protection. Il mentionne également, s’ils sont connus, les noms des personnes qui ont qualité pour demander l’ouverture du régime de protection.

* Le juge devra dans son jugement prévoir un délai à la fois pour son évaluation médical et psychosocial.

Qui peut demander l’ouverture d’une tutelle ? (Art. 269 C.c.Q.)

Peuvent demander l’ouverture d’un régime de protection le majeur lui-même, son conjoint, ses proches parents et alliés, toute personne qui démontre pour le majeur un intérêt particulier ou tout autre intéressé, y compris le mandataire désigné par le majeur ou le curateur public.

* Un établissement de santé ne pouvait pas être une partie requérante pour demander l’ouverture.

Dans le cas d’un mineur qu’on sait qu’il ne sera pas capable d’exercer ses droits seuls une fois la majorité obtenue, pourra demander l’ouverture d’une tutelle au majeur dans l’année précédant sa majorité (Art. 271 C.c.Q.) et le jugement ne prendra effet qu’à la majorité.

**Quiz**

Une tutelle doit être établie dès que l’incapacité du majeur est constatée médicalement.

Faux, l’inaptitude constatée médicalement ne suffit pas à ouvrir une tutelle : encore faut-il qu’il y ait un besoin, une nécessité de représentation (art. 268 C.c.Q.). Il s’agit ici de l’application du principe de nécessité.

## Le processus juridique et les pouvoirs du tribunal

La demande peut être présentée au juge ou au greffier spécial et elle doit être présentée dans le district où le majeur à son domicile ou sa résidence. Comme toute demande, elle devra alléguer tous les faits pertinents que le demandeur sera tenu de prouver. La demande doit être signifiée au majeur visé par la demande et notamment en vertu de l’art. 404 C.p.c. : Les demandes relatives à un mandat de protection sont notifiées aux personnes désignées par le mandant pour agir comme mandataire ou mandataire substitut ou pour recevoir la reddition de compte; elles sont aussi notifiées à au moins deux autres personnes soit de la famille du mandant, soit qui démontrent pour lui un intérêt particulier.

La demande et les pièces qui la soutienne doivent être notifié au curateur. Ainsi, ce dernier pourra décider de plein droit d’intervenir. S’il y a omission de le notifier, le greffier devra suspendre l’audience jusqu’à ce que la preuve de la notification soit faite.

La demande doit être accompagnée d’un avis de présentation indiquant le lieu, l’heure et la date à laquelle cette demande sera présentée, l’indication des pièces au soutien de la demande et informe les destinataires que ces pièces sont disponibles sous réserve de leur indisponibilité en raison de leur caractère confidentiel (Arts. 306 et 308 C.p.c.).

Le tribunal saisi d’une demande d’ouverture de tutelle prend en considération (Art. 276 C.c.Q.) :

outre l’avis des personnes susceptibles d’être appelées à former le conseil de tutelle, les preuves médicales et psychosociales, les volontés exprimées par le majeur dans un mandat de protection mais qui n’a pas été homologué, ainsi que le degré d’autonomie de la personne pour laquelle on demande l’ouverture d’un régime.

Il doit donner au majeur l’occasion d’être entendu, personnellement ou par représentant si son état de santé le requiert, sur le bien-fondé de la demande et, le cas échéant, sur la nature du régime et sur la personne qui sera chargée de le représenter ou de l’assister.

* Si le majeur s’oppose à l’ouverture de la tutelle, le tribunal doit lui permettre de faire entendre ses témoins, de présenter sa preuve en vue de la contestation

Les notaires peuvent déposer une demande de tutelle selon la procédure civile (Arts. 312 et ss C.p.c.).

(Art. 272, al.1 C.c.Q.): En cours d’instance, le tribunal peut, même d’office, statuer sur la garde du majeur s’il est manifeste qu’il ne peut prendre soin de lui-même et que sa garde est nécessaire pour lui éviter un préjudice sérieux.

Que se passe-t-il si on veut déposer une demande d’ouverture de tutelle pour un majeur inapte, mais que cette personne a déjà désigné une autre personne chargée de l’administration de ses biens ou a déjà prévu par mandat qu’une autre personne pourrait s’occuper de ses biens ?

Voir l’Art. 273 C.c.Q. :

L’acte par lequel le majeur a déjà chargé une autre personne de l’administration de ses biens continue de produire ses effets malgré l’instance, à moins que, pour un motif sérieux, cet acte ne soit révoqué par le tribunal.

En l’absence d’un mandat donné par le majeur ou par le tribunal en vertu de l’article 444, on suit les règles de la gestion d’affaires, et le curateur public, ainsi que toute autre personne qui a qualité pour demander l’ouverture du régime, peut faire, en cas d’urgence et même avant l’instance si une demande d’ouverture est imminente, les actes nécessaires à la conservation du patrimoine.

Le législateur a notamment planifié le cas d’un administrateur provisoire à l’Art. 274 C.c.Q. :

Hors les cas du mandat ou de la gestion d’affaires, ou même avant l’instance si une demande d’ouverture d’un régime de protection est imminente, le tribunal peut, s’il y a lieu d’agir pour éviter un préjudice sérieux, désigner provisoirement le curateur public ou une autre personne, soit pour accomplir un acte déterminé, soit pour administrer les biens du majeur dans les limites de la simple administration du bien d’autrui.

## L’exercice de la charge du tuteur et les effets de la tutelle

1. L’exercice

Les règles relatives à la tutelle au mineur s’applique avec adaptation à la tutelle au majeur. Il y a une exception toutefois et ce sont les règles prévues à l’art. 217 C.c.Q.

Les devoirs du tuteur ou du représentant :

Art. 260 C.c.Q. :

Le curateur ou le tuteur au majeur protégé a la responsabilité de sa garde et de son entretien; il a également celle d’assurer le bien-être moral et matériel du majeur, en tenant compte de la condition de celui-ci, de ses besoins et de ses facultés, et des autres circonstances dans lesquelles il se trouve.

Il peut déléguer l’exercice de la garde et de l’entretien du majeur protégé, mais, dans la mesure du possible, il doit, de même que le délégué, maintenir une relation personnelle avec le majeur, obtenir son avis, le cas échéant, et le tenir informé des décisions prises à son sujet.

Il peut survenir parfois que le tribunal accorde la tutelle au curateur public. En principe, le tuteur ne sera pas responsable de la garde du majeur, mais dans tous les cas de sa protection.

Le tuteur a la simple administration des biens de la personne qu’il représente. Il sera surveillé par le conseil de tutelle ainsi que le curateur public lors de son administration.

L’administré conserve sa résidence et ses biens garnissant celle-ci à moins qu’il soit dans son intérêt d’en disposer selon le conseil de tutelle (art. 275 C.c.Q.).

Il revient au tuteur de s’assurer que l’administré soit soumis aux évaluations dans les délais fixés par le tribunal.

Si le tuteur devient inapte, décède ou ne désire plus assumer les charges de la tutelle, l’art. 297 C.c.Q. prévoit que :

La vacance de la charge de curateur, de tuteur ou de conseiller ne met pas fin au régime de protection.

Le conseil de tutelle doit, le cas échéant, provoquer la nomination d’un nouveau curateur ou tuteur; tout intéressé peut aussi provoquer cette nomination, de même que celle d’un nouveau conseiller.

* Tout intéressé : inclus le curateur public

1. Les effets de la tutelle

Le majeur en tutelle ne peut pas passer de convention matrimoniale (art.436 C.c.Q.) et s’il désire se marier, il doit obtenir l’autorisation du tuteur, du tribunal et l’avis du conseil de tutelle.

Le majeur en tutelle peut faire un testament, mais ce dernier ne sera valide que s’il est confirmé par le tribunal (art. 709 C.c.Q.).

Le majeur en tutelle peut recevoir des donations et il peut même faire des donations, mais celles-ci sont régies par les arts. 1813-1814 C.c.Q.

(Art. 1813 C.c.Q.).

Même représenté par son tuteur ou son curateur, le mineur ou le majeur protégé ne peut donner que des biens de peu de valeur et des cadeaux d’usage, sous réserve des règles relatives au contrat de mariage ou d’union civile.

(Art. 1814, al.2 C.c.Q.) :

Seul le tuteur ou le curateur peut accepter la donation faite à un majeur protégé. Le mineur et le majeur pourvu d’un tuteur peuvent, néanmoins, accepter seuls la donation de biens de peu de valeur ou de cadeaux d’usage.

(Art. 289.1, al.1 C.c.Q.):

S’il s’agit de contracter un emprunt important eu égard au patrimoine du majeur, de grever un bien d’une sûreté, d’aliéner un bien important à caractère familial, un immeuble ou une entreprise, ou de provoquer le partage définitif des immeubles d’un majeur indivisaire, le tuteur doit être autorisé par le conseil de tutelle ou, si la valeur du bien ou de la sûreté excède 40 000 $, par le tribunal, qui sollicite l’avis du conseil de tutelle.

(Art. 289.1, al.2 C.c.Q.):

Le conseil de tutelle ou le tribunal ne permet de contracter l’emprunt, d’aliéner un bien à titre onéreux ou de le grever d’une sûreté, que dans les cas où cela est nécessaire pour l’éducation et l’entretien du majeur, pour payer ses dettes, pour maintenir le bien en bon état ou pour conserver la valeur du patrimoine du majeur, ou lorsque cela est la volonté de celui-ci et qu’il ne risque pas d’en subir un préjudice sérieux. L’autorisation indique alors le montant et les conditions de l’emprunt, les biens qui peuvent être aliénés ou grevés d’une sûreté, ainsi que les conditions dans lesquelles ils peuvent l’être.

Qu’arrive-t-il dans une situation où une personne inapte, mais dont l’inaptitude n’a pas encore été déclarée par le tribunal conclu un contrat ?

(art. 290 C.c.Q.) :

Les actes faits antérieurement à la tutelle peuvent être annulés ou les obligations qui en découlent réduites, sur la seule preuve que l’inaptitude était notoire ou connue du cocontractant à l’époque où les actes ont été passés.

* Pourra en obtenir la nullité, mais seulement s’il est capable de prouver que l’acte lui cause un préjudice.

Une fois que le régime de tutelle cesse, le majeur peut confirmer des actes qui autrement seraient nul.

**Quiz**

Le tuteur exerce la pleine administration des biens du majeur incapable.

Faux, le tuteur a la simple administration des biens du majeur incapable d’administrer ses biens. Il l’exerce de la même manière que le tuteur au mineur, sauf décision contraire du tribunal (art. 286 et 288 C.c.Q.).

## La révision et la fin de la tutelle

Tout jugement ordonné la main-levé de la tutelle, le changement de tuteur ou révise celle-ci doit être notifié au majeur.

Le jugement concernant une tutelle est toujours susceptible d’une révision (art. 279 C.c.Q.).

Il y a 3 situations pour mettre fin à la tutelle au majeur :

1. Le décès du majeur
2. En présence d’un jugement ordonnant la main levée de la tutelle
3. Le délai pour contester un rapport indiquant que l’inaptitude a cessé, le besoin d’être représenté est expiré (art 295 C.c.Q)

# Section 3 : La représentation temporaire du majeur inapte

La tutelle n’est pas l’unique mécanisme, il existe notamment la représentation temporaire. La représentation temporaire du majeur inapte vise à autoriser une personne à accomplir un acte déterminé au nom d’une personne majeure et qui a besoin d’être représentée pour l’accomplissement de cet acte.

## Les modalités

Le majeur inapte ayant besoin de représentation pour un acte bien précis.

Les règles sont prévues aux Arts. 297.1-297.3 C.c.Q.

(Art. 297.1 C.c.Q.) :

Le tribunal peut autoriser une personne à accomplir un acte déterminé au nom du majeur s’il est établi que l’inaptitude de celui-ci est telle qu’il a besoin d’être représenté temporairement pour l’accomplissement de cet acte.

L’incapacité qui en résulte est temporaire et ne porte que sur l’accomplissement de cet acte. Elle est établie en faveur du majeur seulement.

(Art. 297.2 C.c.Q.) :

Peuvent demander la représentation temporaire du majeur ou être désignés comme représentants le conjoint du majeur, les proches parents et alliés de ce dernier, toute personne qui démontre pour lui un intérêt particulier ou tout autre intéressé, y compris le mandataire désigné par le majeur ou le curateur public. Le majeur lui-même peut aussi demander d’être ainsi représenté.

(Art. 297.3 C.c.Q.) :

Le tribunal saisi de la demande de représentation temporaire prend en considération les évaluations médicale et psychosociale résultant de l’examen du majeur.

Il doit donner au majeur l’occasion d’être entendu, personnellement ou par représentant si son état de santé le requiert, sur le bien-fondé de la demande et sur la personne qui sera chargée de le représenter.

**Quiz**

La représentation temporaire d’un majeur peut être autorisée dès qu’il est constaté qu’il est inapte à accomplir un acte déterminé.

Faux, l’inaptitude ne suffit pas; la nécessité qu’il soit représenté temporairement pour accomplir cet acte doit être démontrée (art. 297.1 C.c.Q.).

## Le processus juridique et les pouvoirs du tribunal

1. Processus juridique

Mêmes règles qu’en tutelle, on doit s’y référer !! (art. 297.8 C.c.Q.) fait référence aux arts. 177-207 C.c.Q. ainsi qu’aux arts. 250-255 C.c.Q.

Le conseil de tutelle a pour rôle de surveiller la tutelle. Il est formé de trois personnes désignées par une assemblée de parents, d’alliés ou d’amis ou, si le tribunal le décide, d’une seule personne (art. 222 C.c.Q.).

Arts. 44, 73, 306, 308, 309, 312 et s, 392-394, 404 C.p.c.

1. Les pouvoirs du tribunal

Il doit prendre en compte les évaluations médicales et psychosociales subies. Le tribunal doit donner au majeur ou son représentant si son état de santé ne lui permet pas de le faire l’occasion d’être entendu sur le bien-fondé de la demande et sur la personne qui va être chargé de le représenter.

(Art. 297.6, al.1 C.c.Q.) :

Toute décision relative à la désignation d’un représentant temporaire et à l’accomplissement de l’acte déterminé doit être prise dans l’intérêt du majeur, le respect de ses droits, la sauvegarde de son autonomie en tenant compte de sa volonté et de ses préférences. Le tribunal fixe les modalités d’exercice et les pouvoirs du représentant temporaire.

(Art. 297.5, al.1 C.c.Q.) :

Le tribunal ne peut autoriser le représentant temporaire à contracter un emprunt, à aliéner un bien à titre onéreux ou à le grever d’une sûreté que lorsque cela est nécessaire pour l’éducation et l’entretien du majeur, pour payer ses dettes, pour maintenir le bien en bon état ou pour conserver la valeur du patrimoine du majeur, ou lorsqu’il s’agit de la volonté du majeur et que celui-ci ne risque pas d’en subir un préjudice sérieux.

* Art. 289.1 C.c.Q. Ressemblance avec cette disposition quant à la tutelle au majeur inapte.

## L’exercice de la représentation temporaire et les effets

1. L’exercice

Les règles de la tutelle au mineur s’applique avec les adaptations (art. 297.8 C.c.Q.).

Art. 297.6, al.2 C.c.Q. :

Le majeur doit dans la mesure du possible participer aux décisions prises à son sujet et être informé sans délai de celle-ci.

* Lorsque le représentant agit, il doit tenter d’obtenir l’avis du majeur qu’il représente.

1. Les effets

Les effets sont temporaires et ne portent que sur l’accomplissement de cet acte (art. 297.1 C.c.Q.).

Le majeur inapte conserve ses droits sauf en ce qui concerne l’exercice des droits qu’il est représenté temporairement.

**Quiz**

Le représentant temporaire exerce la pleine administration des biens du majeur inapte.

Faux, le représentant est autorisé à poser seulement un acte déterminé. Il exerce son administration de la même manière que le tuteur au mineur, sauf décision contraire du tribunal (art. 297.5 et 297.8 C.c.Q.).

## La révision et la fin de la représentation temporaire

Le jugement ordonnant la révision d’une représentation temporaire doit être notifié à celui-ci (Art. 322-336 C.p.c.).

Prend fin : (Art. 297.9 C.c.Q.)

* La représentation va prendre fin au moment où l’acte pour lequel il a été nommé va être terminé.
* De plein droit par l’ouverture d’une tutelle au majeur
* Homologation d’un mandat de protection

# Section 4 : L’assistance au majeur

L’assistance au majeur vise à permettre à un majeur qui, en raison d’une difficulté, souhaite être assistée d’une personne dans sa prise de décisions. Un majeur peut demander au curateur public la reconnaissance de cette personne afin qu’elle soit inscrite dans un registre public.

## Les critères de l’assistance au majeur (arts. 297.10-297.27 C.c.Q.)

(Art. 297.10 C.c.Q.):

Le majeur qui en raison d’une difficulté, souhaite d’être assisté, de prendre soin de lui-même, administré son patrimoine et en général exercer ses droits civils peut demander au curateur public d’être une personne acceptant de lui prêter assistance, notamment dans sa prise de décisions.

* Donc, la personne n’a pas besoin d’être un majeur inapte et la notion de difficulté doit être interprété de manière large.

Ce qui est visé, c’est davantage un rôle d’intermédiaire. Il pourra agir comme conseiller au majeur. Il pourra communiquer avec différents organismes pour donner ou obtenir de l’information relativement au majeur.

* Exemple : assistant contact avec des ministères au nom de la personne à qui il porte assistance.

Ce que l’assistant ne pourra pas faire, c’est l’exercice de représentation. Il ne pourra pas prendre de décision pour le majeur et il ne pourra pas signer des documents au nom du majeur.

**Quiz**

L’assistance au majeur peut être reconnue par le curateur public sur demande d’une personne majeure qui vit une difficulté.

Vrai, la demande de reconnaissance d’assistance est demandée par la personne elle-même. La démarche repose sur la sauvegarde de l’autonomie de la personne majeure qui souhaite être assistée notamment dans sa prise de décisions (art. 297.10 C.c.Q.).

## Le processus juridique et la décision du curateur public (Arts. 297.19-297.25 C.c.Q.)

1. Le processus

Le processus est différent et administratif, nous n’avons pas besoin d’aller devant le tribunal, mais ça passe devant le curateur public.

(Art. 297.19 C.c.Q.) :

La demande de reconnaissance d’un assistant au majeur est présentée au curateur public par le majeur lui-même conjointement avec tout assistant reposé.

Pour éviter des conflits d’intérêt et des situations d’exploitation, le législateur a décidé de mettre en place différents filtres de protection.

* Il doit avoir une description sommaire du patrimoine du majeur
* Va avoir une vérification des antécédents judiciaires du majeur choisit comme antécédent

Le rôle du curateur en vue de la nomination de l’assistant au majeur est intéressant.

* Il a un plusieurs documents à remplir et par la suite, il va avoir une rencontre entre le curateur, le majeur et l’assistant. Première rencontre entre le curateur et le majeur et par la suite les 3 ensemble.
* Le curateur n’est pas obligé d’accepter la demande d’assistance.

(Art. 297. 25 C.c.Q.) : le curateur public reconnait l’assistant proposé sauf dans certains cas, notamment :

1. S’il a un doute sérieux que le majeur comprenne la portée de la demande
2. S’il a un doute sérieux que le majeur soit en mesure d’exprimer ses volontés et ses préférences
3. Si un élément donne sérieusement lieu de craindre que le majeur ne subisse un préjudice de la reconnaissance de l’assistance proposé.

Le curateur a un pouvoir discrétion et il va avisé l’assistant et le majeur de sa décision. En cas de refus, le majeur pourra demander une révision de la décision dans les 30 jours de l’avis (art. 297.25 in fine C.c.Q.).

## L’exercice de l’assistance (Arts. 297.10-297.18 C.c.Q.)

L’assistant n’est pas un représentant du majeur. Le majeur conserve le plein pouvoir de jouissance et d’exercice de ses droits (art. 297.13 C.c.Q.).

Il doit agir (Art. 297.12 C.c.Q.): avec prudence et diligence, il s’engage par l’acceptation de sa charge à faire valoir la volonté et la préférence du majeur auprès des tiers. De plus, il s’engage à respecter la vie privée du majeur ainsi, il ne peut recueillir, utiliser ou communiquer des renseignements concernant le majeur qu’avec le consentement de celui-ci et uniquement dans la mesure que cela est nécessaire à l’exercice de sa charge.

L’assistant doit informer le curateur de ses activités si ce dernier en fait la demande (art. 297.18 C.c.Q.)

**Quiz**

L’assistant peut donner et recevoir communication de renseignements au nom du majeur de sa propre initiative.

Faux, l’assistant reconnu ne peut communiquer des renseignements concernant le majeur qu’avec le consentement de celui-ci et uniquement dans la mesure où cela est nécessaire à l’exercice de sa charge (art. 297.12 C.c.Q.).

## La fin de la reconnaissance de l’assistant (arts. 297.26-297.27 C.c.Q.)

(Art. 297.26 C.c.Q.):

* Prend fin automatiquement à l’expiration d’un délai de 3 ans suivant la nomination.
* Il peut notamment prendre fin si le majeur en fait la demande avant le terme.
* Aussi, lorsque le curateur est informé que l’assistant a cessé d’agir.
* Curateur est informé de l’ouverture d’une tutelle
* l’homologation d’un mandat de protection à l’égard de l’assistant ou du majeur assisté
* Désignation d’un représentant temporaire à l’égard de l’assistant
* Un élément donne sérieusement lieu de craindre qu’il subisse un préjudice du fait de cette reconnaissance.

Le curateur va informer à la fois le majeur et l’assistant de sa décision et le majeur pourra en demander la révision dans un délai de 30 jours.

(Art. 297.27 C.c.Q.)

# Section 5 : Le mandat de protection

Le mandat de protection donné en prévision de l’inaptitude du majeur demeure, comme son nom l’indique, un mandat (art. 2131 C.c.Q.). Il est donc soumis aux règles générales du mandat, compte tenu des adaptations nécessaires qui résultent des dispositions particulières qui le régissent (arts. 2166 et ss C.c.Q.).

(art. 2166 C.c.Q.) : Le mandat de protection est celui donné par une personne majeure en prévision de son inaptitude à prendre soin d’elle-même ou à administrer ses biens; il est fait par acte notarié en minute ou devant témoins.

Son exécution est subordonnée à la survenance de l’inaptitude et à l’homologation par le tribunal, sur demande du mandataire désigné dans l’acte.

* Prendre soin d’elle-même : consentement aux soins, mesures à prendre si tombe malade et est inapte à prendre soin d’elle (art. 258 C.c.Q.)
* Anticiper les besoins pour le futur

Art. 270 C.c.Q.

## Les critères et les modalités d’une demande en homologation d’un mandat de protection

Le législateur a prévu certains types de volontés pouvant se retrouver au mandat de protection (Art. 2166.1 C.c.Q.) :

* En matière de soins ou de milieux de vie
* Volonté d’être soumis périodiquement à des évaluations médicales et psychosociales et fixer les délais dans lesquels il sera réévalué

Comporte l’obligation pour le mandataire de faire une reddition de compte à la personne ayant préalablement été désignée (Art. 2166, al.3 C.c.Q.) :

Le mandat doit indiquer la personne que le mandataire doit rendre compte ainsi que la fréquence dont elle doit rendre compte, laquelle ne peut pas excéder 3 ans.

Pour qu’il y ait une mise en œuvre du mandat de protection, ce dernier doit être homologué par le tribunal. L’autorisation du tribunal est donc nécessaire et celle-ci est préalablement conditionnée à une évaluation médicale ainsi que psychosociale (Art. 2166, al.2 C.c.Q.).

Seul le mandataire désigné au mandat de protection peut en demander l’homologation

## Le processus juridique et les pouvoirs du tribunal

Le mandat de nature est contractuel alors, il permet au mandant de décider à l’avance de la personne qui va prendre des décisions relativement à ses biens ou à sa personne. Comme le mandant exprime clairement ses volontés, l’assemblée de parents, d’amies ou d’alliés se trouvent à être inutile et sans objet. La demande d’homologation se fait devant un juge ou un greffier spécial du district dont le mandant à sa résidence ou son domicile (Art. 44 C.p.c.).

Le juge saisi d’une demande doit laisser au mandant la possibilité d’être entendu sur le bien-fondé de la demande. Si le mandant n’est pas en mesure de s’exprimer, un représentant pourrait le faire à sa place. Le mandant doit avoir la chance d’être interrogé par le juge ou le greffier spécial ou parfois même par le notaire.

Cependant, il peut survenir des circonstances où il est déraisonnable de contre-interrogé le mandant et si celui-ci n’a pas lieu, le juge devra en faire état dans sa décision en indiquant le motif (Art. 391 C.p.c.).

Dans tous les cas, lors de l’homologation, le juge n’est pas lié par la demande qui lui est prononcée. Il doit toujours prendre les décisions dans le meilleur intérêt du mandant donc s’il estime que la tutelle ou la représentation temporaire est mieux approprié pour le majeur compte tenu des circonstances , il peut choisir de prononcer une ordonnance divergente à celle demandée.

## Fin du mandat de protection en cas de non-respect du contrat

(Art. 2177 C.c.Q.) : Le mandat n’est pas fidèlement exécuté par le mandataire

* Dans ce cas, le tribunal va ouvrir une tutelle au majeur

**Quiz**

Lors d’une demande en homologation du mandat de protection, il appartient au tribunal de fixer l’étendue et les modalités du mandat.

Faux, le mandat étant un contrat, le tribunal ne peut ajouter au contenu tel que rédigé; tel ajout dénaturerait l’expression des volontés du mandant exprimées dans le mandat de protection. Il ne peut en modifier les termes (K.S. c. Curateur public du Québec, 2017 QCCA 59), mais il peut désigner la personne à qui le mandataire devra rendre compte, à défaut de désignation dans le mandat.

## L’exercice de la charge du mandataire

(Art. 2167.2 C.c.Q.) :

Toute décision qui concerne l’homologation ou l’exécution d’un mandat de protection doit être prise dans l’intérêt du mandant, le respect de ses droits, la sauvegarde de son autonomie en tenant compte de ses volontés et de ses préférences.

(Art. 2167.3, al.2 C.c.Q.):

Dans la mesure du possible, le mandataire maintien une relation personnelle avec le mandant.

(Art. 2167.4 C.c.Q.)

Le mandataire a l’obligation dans les 60 jours de l’homologation du mandat de protection de faire un inventaire des biens administrés et d’en transmettre une copie à la personne désignée pour recevoir ce compte.

* Pendant longtemps, cette obligation était facultative, mais ce n’est plus le cas !!!

(Art. 2169 C.c.Q.):

Lorsque le mandat ne permet pas d’assurer pleinement les soins de la personne ou l’administration de ses biens, une tutelle au majeur peut être établie pour le compléter; le mandataire poursuit alors l’exécution de son mandat et fait rapport, sur demande et au moins une fois l’an, au tuteur et, à la fin du mandat, il lui rend compte.

Si le mandataire désigné au mandat désir cesser d’agir ou n’est plus en mesure d’agir comme tel, on se réfère à l’art. 2174 C.c.Q. :

Le mandataire ne peut, malgré toute stipulation contraire, renoncer à son mandat sans avoir au préalable pourvu à son remplacement si le mandat y pourvoit, ou sans avoir demandé l’ouverture d’un régime de protection à l’égard du mandant.

* Donc, doit avoir trouvé un remplaçant ou sinon doit avoir exécuté des démarches pour ouvrir une tutelle au majeur.

Dans l’éventualité où il y a un mandataire remplaçant, ce dernier devra aviser le curateur public de son entré en fonctions.

Les conséquences pour les actes posé par le majeur inapte avant l’homologation du mandant de protection sont semblables à celles du majeur sous tutelle (Art. 290 C.c.Q.), soit en vertu de l’art. 2170 C.c.Q.: il pourra obtenir l’annulation des actes passés avant l’homologation ou la réduction de ses obligations s’il est en mesure de prouver que (1) son inaptitude était notoire au moment où il a transigé (2) ou que son état était connu du cocontractant

En ce qui concerne les actes fait seul par le mandant postérieurement à l’homologation du mandat de protection et qui sont incompatibles avec les stipulations de celui-ci ne peuvent être annulés ou les obligations en découlant ne peuvent être réduites que s’il est démontré que le majeur inapte en a subi un préjudice (art. 2170, al.2 C.c.Q.).

## La révision et la fin du mandat

(Art. 2172 C.c.Q.) : Le mandat cesse d’avoir effet lorsque le tribunal constate que le mandant est redevenu apte; ce dernier peut alors, s’il le considère approprié, révoquer son mandat.

(Art. 2173 C.c.Q.) :

S’il constate que le mandant est redevenu apte, le directeur général de l’établissement de santé ou de services sociaux qui prodigue des soins ou procure des services au mandant doit attester cette aptitude dans un rapport qu’il dépose au greffe du tribunal. Ce rapport est constitué, entre autres, de l’évaluation médicale et psychosociale.

Le greffier avise de ce dépôt le mandataire, le mandant et les personnes habilitées à intervenir à une demande d’ouverture de régime de protection. À défaut d’opposition dans les 30 jours, la constatation de l’aptitude du mandant par le tribunal est présumée et le greffier doit transmettre un avis de la cessation des effets du mandat, sans délai, au mandant, au mandataire et au curateur public.

# Section 6: Le consentement aux soins des personnes majeures (Arts. 10-12 C.c.Q.)

Le C.c.Q. proclame le dogme de l’inviolabilité de la personne apte comme inapte (art. 10 C.c.Q.). Nul ne peut être soumis sans son consentement à des soins, quelle qu’en soit la nature, qu’il s’agisse d’examens, de prélèvements, de traitements ou de toute autre intervention (art. 11 C.c.Q.). Il devient important de connaître les circonstances où la loi permet à une personne de consentir à des soins pour autrui.

(Arts.1-4 Charte québécoise)

* Art. 1 Charte : doit à la vie, à la sûreté, à l’intégrité et la liberté de sa personne
* Concept d’intégrité est indissociable au concept de l’inviolabilité (art. 10, al.1 C.c.Q.)

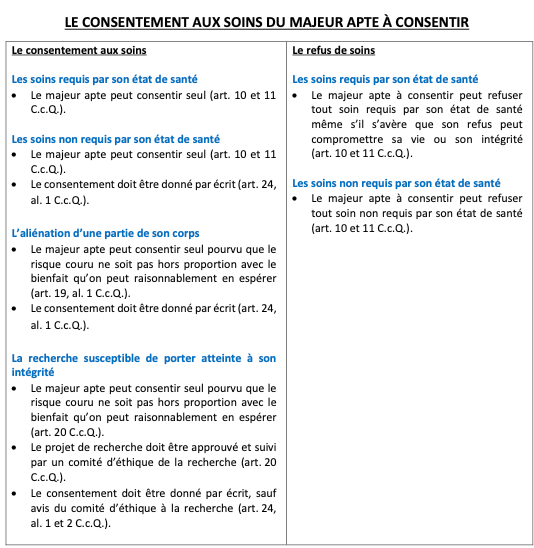
Un majeur est présumé apte alors, s’il refuse des soins et ce, même si sa décision peut paraitre irrationnel et que les conséquences de son refus peuvent être la mort, il faut respecter sa décision.

La personne doit être en mesure d’en comprendre la nature, les risques, les conséquences ainsi que les effets secondaires.

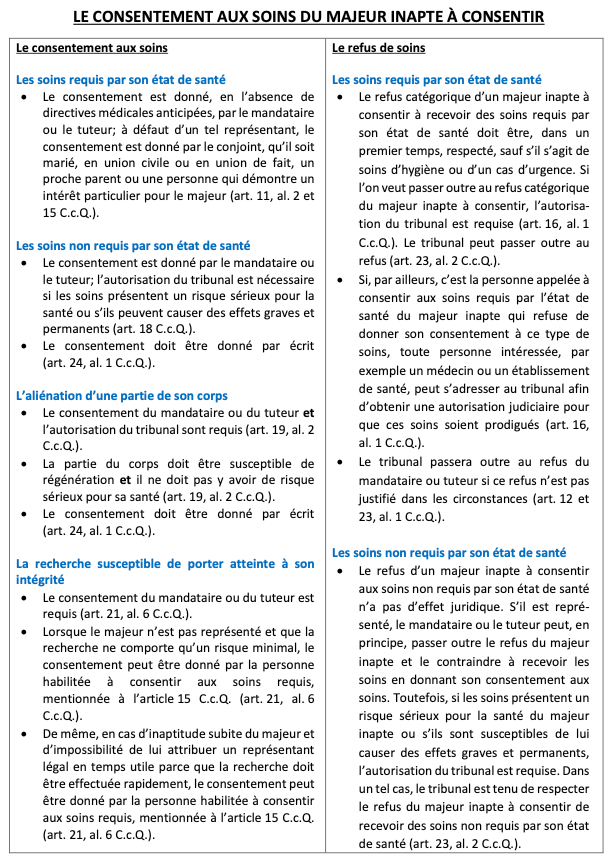
Lorsque le consentement est substitué (art. 12 C.c.Q.) : Celui qui consent à des soins pour autrui ou qui les refuse est tenu d’agir dans le seul intérêt de cette personne en respectant, dans la mesure du possible, les volontés que cette dernière a pu manifester.

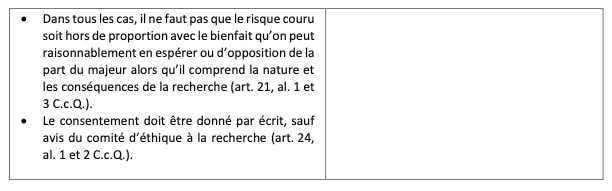
S’il exprime un consentement, il doit s’assurer que les soins seront bénéfiques, malgré la gravité et la permanence de certains de leurs effets, qu’ils sont opportuns dans les circonstances et que les risques présentés ne sont pas hors de proportion avec le bienfait qu’on en espère.

## Le majeur apte à consentir (Arts. 14, 19 20, 24 C.c.Q.)



## Le majeur inapte à consentir (Arts. 11, 15, 16 18, 19, 21, 23 et 24 C.c.Q. et Arts. 330, 393 et 395 C.p.c.)





Le fait pour une personne d’être représenté par un tuteur dans le cas d’une tutelle au majeur ou par un mandataire dans le cas d’un mandat de protection ne signifie pas que le majeur est inapte à consentir aux soins. L’inaptitude à consentir aux soins se distingue de l’inaptitude général de s’occuper de sa personne et à prendre des décisions menant à l’ouverture d’une tutelle tel que l’exprime la jurisprudence dans l’affaire Institut Philippe-Pinel. Dans cette décision, la Cour d’appel précise quels sont les éléments de faits devant être prouvé pour déterminer si une personne est inapte à consentir à des soins. La conférencière a par la suite passé à la lecture du tableau.

3 critères pour le consentement aux soins :

1. le patient doit être informé par son médecin de sa condition de façon à prendre une décision en pleine connaissance de cause;
2. le patient doit être capable de recevoir et de comprendre l'information;
3. le patient doit être en mesure de prendre une décision et de l'exprimer

5 critères à considérer dans leur ensemble afin de déterminer si une personne est apte, ou non, à consentir aux soins requis par son état :

1. Le patient comprend-il la nature de la maladie pour laquelle on lui propose le traitement en question ?

2. Le patient comprend-il la nature et le but du traitement ?

3. Le patient saisit-il les risques et les avantages du traitement s'il le subit ?

4. Le patient saisit-il les risques et les avantages du traitement s'il ne les subit pas ?

5. La capacité de comprendre de la personne est-elle affectée par la maladie ?